

B. Spitz (FFSA) : « solidaires de l'effort budgétaire qui doit être accompli par la nation, les assureurs remplissent leur part, même au-delà »

Bernard Spitz, président de la Fédération Française des Sociétés d'Assurances (FFSA) a répondu aux questions de News Assurances Pro lors de la présentation des résultats de la Fédération.

Notamment sur quatre points cruciaux :

Le bilan 2012 de l'assurance en France

2012 a été difficile en raison de l'environnement à la fois européen, réglementaire et fiscal, mais l'assurance a montré une extraordinaire résistance. Elle a assuré son rôle de protection. Nous avons répondu aux 14M de sinistres qui se sont produits cette année. L'assurance a montré qu'elle accompagne les Français dans leur quotidien. Sur le plan du financement de l'économie, l'assurance a contribué très fortement à stabiliser l'économie française puisque 56 % des investissements des assureurs ont été placés dans les entreprises et nous avons franchi la barre des mille milliards d'euros investis dans les sociétés, avec un biais domestique très fort pour les entreprises françaises qui profitent prioritairement de ce financement.

L'assurance-vie

L'assurance-vie a connu une collecte nette négative de 3,4Mds d'euros, un phénomène inédit. Il faut relativiser cet événement et le nuancer. D'une part, les encours restent en hausse à plus 3 % à 1391Mds d'euros. D'autre part, ces montants s'expliquent assez largement par un phénomène exogène qui a été l'avantage accordé pour le déplafonnement du livret A et du LDD qui représente 50Mds d'euros (c'est le montant de la collecte nette sur l'année, ndlr). Si il n'avait pas eu lieu, on peut penser qu'une partie cette somme ce serait retrouvée dans l'assurance-vie.

Le rapport Berger-Lefebvre

Que la priorité soit donnée à la stabilité. La stabilité de l'environnement réglementaire est essentielle. Cette année le taux de rendement est légèrement supérieur aux 2,90 % escomptés. Il est très favorable aux unités de compte dont le rendement est supérieur à 12 %. Les Français attendent de la stabilité pour pouvoir s'engager, il ne faut pas les perturber en leur donnant un sentiment de complexité et, de fait, nous ne voulons pas être pris à contre-pied de nouvelles réglementations.

La fiscalité

Le secteur de l'assurance a payé un très lourd tribut fiscal depuis 2009 et cela retombe sur les assurés. Par rapport à son poids dans l'économie française et, compte tenu du fait que c'est un secteur important qui crée de l'emploi, je crois que le fardeau fiscal a vraiment atteint le seuil maximum. Nous accordons de l'importance aux déclarations de François Hollande qui disait à l'automne que l'effort devrait dorénavant porter sur la sphère publique. Nous sommes solidaires de cet effort budgétaire qui doit être accompli par la nation et les assureurs remplissent leur part, même au-delà.